

Après Auterive, Balma, Caraman, Rieumes et Villefranche-de-Lauragais, de nouvelles dégradations de locaux, insultes et intimidations à la Cité Administrative

Toulouse, le 6 novembre 2014

La CGT Finances Publiques assure de son soutien les collègues.

Depuis les «bonnets rouges» en Bretagne, les agressions contre les services publics ne cessent de se multiplier dans tout le pays avec récemment l'incendie du Centre des Finances Publiques de MORLAIX dans le Finistère.

Mercredi en fin de matinée, à l'appel de la FRSEA (Fédération Régionale du Syndicat des Exploitants Agricoles), des agriculteurs ont déversé des tonnes de fumier pour bloquer l'ensemble des entrées de la Cité Administrative de Toulouse. Ils ont ensuite lancé des œufs contre les vitres du bâtiment des Finances Publiques et proféré des insultes à l'encontre de plusieurs agents.

Craignant d'autres exactions, la DRFIP a décidé de renvoyer les agents et de fermer les services au public pour l'après-midi. Cependant, la communication a été partielle puisque les personnels des Domaines, par exemple, n'ont pas été informés.

Il est à noter que la veille l'ensemble des responsables du site avait reçu un message électronique pour les informer des menaces liées à cette manifestation.

Le Préfet, responsable de la sécurité des personnels et usagers de la Cité Administrative, était au courant bien en amont. Pour autant, aucune mesure de protection n'a été à la hauteur des menaces. Au final, les personnels se sont retrouvés enfermés au sein de la Cité Administrative, posant des problèmes d'évacuation et de sécurité.

Pour notre part, nous constaterons simplement la différence de traitement entre les conflits menés par les salariés et des forces que nous ne craignons pas « de qualifier de conservatrices et violentes ». Leur seul mot d'ordre réside dans le refus de payer des taxes et de participer à l'effort contributif et de percevoir toujours plus d'aides et subventions financées par devinez quoi... les impôts versés par le monde du travail !!!

Rien à voir avec le vrai combat pour le maintien et le développement des petites exploitations en faveur d'une agriculture nourricière pour tous, en rupture avec les logiques et les magouilles encouragées par les trusts de l'agroalimentaire et l'Union Européenne.

En attendant, bien qu'on puisse balancer du fumier, brûler des bâtiments publics, «se défouler sur des agents» sans craindre la moindre poursuite judiciaire ou affronter la moindre présence policière, il en est tout autrement pour la défense du service public !

A la DRFIP de Haute-Garonne, avec le conflit de 2008 portant sur « la loi dite de mobilité » ou celui des retraites en 2010, nous avons fait l'expérience de cette inégalité de traitement avec les bataillons de CRS déployés à grand renfort.

Alors que le gouvernement actuel poursuit l'œuvre de casse de la République, engagée par ces prédécesseurs sous la commande de l'Union Européenne et des puissances financières, la campagne médiatique organise « la chasse à cour » contre les fonctionnaires !

A la télé, dans les journaux, sur les ondes, on matraque à nos concitoyens que :

« Nous serions trop nombreux...trop payés...que nous serions des assistés profitant du système...que nous serions complices des phobies administratives ou des amnésies helvétiques bancaires de certains ministres...Qu'un emploi de fonctionnaire supprimé c'est bon pour la compétitivité des entreprises...Qu'il faut privatiser, externaliser ou déléguer les missions publiques pour préparer des lendemains qui chantent... »

Toute opinion contraire est systématiquement balayée par le rouleau compresseur d'une idéologie dominante relayée par des pseudos-experts grassement payés pour défendre l'indéfendable ou expliquer l'inexplicable !

C'est insupportable et suffocant !!!

Ayant alerté à de nombreuses reprises, les collègues sur les attaques menées contre la DGFIP, en tant qu'administration à réseau déconcentré, et l'ensemble des droits et garanties statutaires, la CGT Finances Publiques vous invite à organiser le débat sur l'avenir de leurs missions et l'ensemble de leurs revendications salariales.

Le DRFIP a transmis à la Centrale l'ensemble des propositions formulées s'agissant de la mise en place de la démarche stratégique en Haute-Garonne dont les plans vont :

- des fermetures de trésoreries, à la fusion des structures (SIP, SIE, SIP-CDIF, SPF-Enregistrement...),
- la réorganisation (ou désorganisation) du contrôle fiscal,
- la réorganisation de toutes les missions de recouvrement, du secteur local, hospitalier, domanial et celles des amendes menacées d'externalisation ou de disparition...

Le DRFIP refuse de les communiquer !!!

La CGT Finances Publiques appelle à construire les fronts de résistance et de reconquêtes sociales à la DGFIP, au niveau fonction publique et interprofessionnel !

AGISSONS ENSEMBLE !!!